

[Text]

detailed and thorough definition of what would constitute a significant or a commercial discovery, not merely on the basis of technical and geological factors but on the basis of clear and uncontroversial economic considerations.

The Acting Chairman (Mr. Foster): Do you have any comments you wish to make on that statement?

Mr. D. Crosby: I certainly could not comment on the political aspects at all. The parliamentary secretary might wish to.

Mr. MacLaren: I have noted Mr. Siddon's comments.

Mr. D. Crosby: I could just say this about commercial discoveries. There is always a question of what comes first, the chicken or the egg. It is pretty hard to justify constructing a means of access to a market before the reserves are there, so I suppose that is the primary reason why the definition of "commercial discovery" is worded the way it is. You pretty well have to discover the threshold reserves before you can justify the expenditures involved in constructing or otherwise arranging for means of access to market. One has to follow the other.

• 1130

Mr. Siddon: But, Mr. Chairman, are we not talking about cost-effectiveness, return on the taxpayers' equity in these ventures? And is not cost effectiveness something the Auditor General has repeatedly emphasized as lacking in government programs, and something that ought to be clearly considered as a basic premise on which these types of definitions are based? If so, Mr. Chairman, it would seem to me the experts in technical know-how of the Department of Energy, Mines and Resources ought to be reflected in the wording of this bill, and it is not.

The Acting Chairman (Mr. Foster): Any further comments? Mr. Waddell.

Mr. Waddell: I do not know, Dr. Crosby, about your being able to answer a political question. I was looking at my notes as Mr. Siddon was speaking, from the other day, and I have it written down, and I quote: "The totality of a factual scenario"; I thought you might be running for the leadership of Davis' party. I just want to ask you with respect to Norway, taking up Mr. Gustafson's point . . .

An hon. Member: The totality of the point.

Mr. Waddell: . . . the question of whether there will be—or whether you have looked at Norway. I understand that in Norway in the North Sea, both under United Kingdom law and Norwegian law, the minister can control in fact the place of production, and that in Norway, the minister can postpone for up to five years the product. In the United Kingdom, on any field that has been declared commercial after 1975, the minister can control the rate of production outright. I wonder in view of those drastic discretionary matters whether you found there had been any production in the North Sea?

[Translation]

soumettre une définition plus détaillée et plus complète de ce que représente une découverte importante ou commerciale, en se basant non seulement sur des facteurs techniques et géologiques, mais aussi sur des considérations économiques précises.

Le président suppléant (M. Foster): Avez-vous des remarques à faire à ce sujet?

M. D. Crosby: Je n'aborderai certainement pas le côté politique de la question. Peut-être le secrétaire parlementaire voudrait-il le faire.

M. MacLaren: J'ai pris bonne note des observations de M. Siddon.

M. D. Crosby: À propos des découvertes à caractère commercial, il s'agit de savoir de quel côté il faut prendre le problème. Il est extrêmement difficile de justifier la construction d'un moyen d'accès à un marché avant que l'on n'ait la preuve de l'existence des réserves. Je suppose que c'est là la raison principale pour laquelle la définition de «découvertes commerciales» est libellée ainsi. Il faut d'abord découvrir le seuil des réserves avant de pouvoir justifier les dépenses représentées par la construction ou de ménager un débouché sur les marchés. Les deux doivent s'enchaîner.

M. Siddon: Mais, monsieur le président, ne parlons-nous pas de rentabilité, de récupération de la part investie par les contribuables dans cette opération? Le vérificateur général n'a-t-il pas bien insisté sur le fait que la rentabilité était une des lacunes des programmes du gouvernement et qu'il faudrait en faire le fondement de ce genre de définition? Si c'est bien le cas, monsieur le président, il me semble que les spécialistes des questions d'ordre technique du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources devraient avoir influencé le libellé du bill; or, c'est l'inverse.

Le président suppléant (M. Foster): D'autres remarques? Monsieur Waddell.

M. Waddell: J'ignore, monsieur Crosby, si vous pourrez répondre à une question à coloration politique. J'ai consulté mes notes de l'autre jour, lors de l'intervention de M. Siddon, et je vous lis ce que j'avais mis sur papier: «l'ensemble d'une série de faits». Vous pourriez presque vous présenter à la tête du parti de M. Davis. A propos de la Norvège, et pour reprendre l'argument de M. Gustafson, je voudrais vous demander . . .

Une voix: L'ensemble de l'argument.

M. Waddell: . . . si vous avez étudié le cas de la Norvège. Sauf erreur, la Norvège a la mer du Nord, qui, d'après la loi, est assujettie à la législation du Royaume-Uni et à la législation norvégienne. Le ministre a donc un certain pouvoir de contrôle sur l'emplacement des travaux de production et il peut les reporter de cinq ans. Au Royaume-Uni, le ministre peut carrément contrôler le rythme de production sur tous les champs pétrolifères déclarés commerciaux après 1975. Étant donné ces énormes pouvoirs discrétionnaires, comment avez-